

2 Politique

Tournée politique de Jean Ping/Mouila A la recherche de l'adhésion des Molvillois

F. N.

Mouila/Gabon

JEAN Ping, membre du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), soutenu par l'Union pour le progrès et la liberté (UPL) de Pierre Amoughe Mba, a animé, le week-end écoulé, un grand meeting, à la Place des fêtes de la commune de Mouila.

Face aux Molvillois venus nombreux pour le découvrir et écouter la substance de son message, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) et l'ancien vice-Premier ministre de feu le président Omar Bongo Ondimba, a tout d'abord fait observer une minute de silence à la mémoire de feu Pierre Mamboundou qu'il a qualifié de «digne fils de la province de la Ngounié». Puis, il a attaqué son discours en remerciant particulièrement le maire de la commune de Mouila, Pierre-Claver Maganga Moussavou qui a bien voulu lui accorder cet espace pour tenir son meeting. Contrairement aux responsables des villes précédemment visitées, notamment à Lambaréné. Ensuite, dans des termes assez durs, il a peint, de manière sombre, la situation socio-économique



Jean Ping (chemise blanche) et les siens lors du meeting.



Une vue de l'assistance.

que traverserait le pays, en indiquant par la même occasion que «le Gabon souffre depuis l'avènement

du nouveau pouvoir». Pour illustrer son propos, il a cité, entre autres, l'aggravation du chômage des

jeunes, les nombreuses grèves enregistrées ici et là, les structures sanitaires et scolaires déli-

quescentes et dépourvues de médicaments, un système éducatif en crise, une justice aux ordres, etc.

Aussi, tout en faisant son mea-culpa pour les erreurs qu'il aurait commises dans le passé, l'ancien dignitaire du Parti démocratique gabonais (PDG) a déclaré qu'une fois parvenu au pouvoir : «Il faudra bâtir une nouvelle République qui marchera sur deux pieds. Et dans laquelle, à l'abri de la peur, il faudra rétablir la liberté et la justice... Nous allons faire tout cela avec vous», a-t-il insisté. Non sans lancer un appel patriotique à l'endroit des Molvillois.

Dans la même vision, Dr. Nziengui Boussougou, Mme Aurélie Tsono et Albert Moukagni, respectivement représentants des notables, des femmes et des jeunes, tout comme Martin Kassa (vice-président de l'UPL), ont dénoncé tous les maux qui minent la province de la Ngounié en général et la commune de Mouila en particulier. Emboîtant le pas à son président, Pierre Amoughe Mba, Martin Kassa a par ailleurs appelé à la candidature de M. Ping à la prochaine Présidentielle. Cela en dépit des rappels à l'ordre de la hiérarchie du FOPA.

Tribune des Partis politiques

Opposition : l'improbable candidature unique

LE 13 juin dernier, à la Chambre de commerce, l'opposant et sénateur du deuxième arrondissement de Libreville, Jean Eyeghe Ndong, par ailleurs vice-président de l'Union nationale (UN) et non moins président du groupe parlementaire de l'opposition au Sénat, faisait une déclaration pour le moins surprenante. Il annonçait, sa décision, après moult réflexions, de soutenir la candidature de Jean Ping à l'élection présidentielle de 2016.

Baroudeur politique, libre de ses opinions et de ses choix, l'élu de Nkembo dit avoir pesé le pour et le contre avant de prendre cette décision. Estimant que l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) serait «l'homme providentiel». Celui qui pourrait déplacer les bornes de l'alternance en 2016.

Signe de temps, le même jour, en fin de soirée, l'ancien apparatchik du Rassemblement pour le Gabon, Pierre Amoughe Mba, membre, aujourd'hui, du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), se signalait dans la même veine. Appelant aussi, au nom de l'Union pour le progrès et la liberté (UPL) dont il est le président, à la candidature de l'ancien député d'Omboue. Depuis lors, c'est la discipline qui prévaut. Même si certains murmurent. Les hiérarques de l'UN et du FOPA estiment que «ce point n'est pas encore d'actualité». Pour autant, c'est un sacré coup de pied donné dans la fourmière de ce groupement politique. Surtout que l'UPL continue dans sa logique, cette fois à l'intérieur du pays où, toujours accompagné de M. Ping, ce parti effectue une tournée.

En ceci, pensent d'aucuns, que ces deux soutiens auxquels il faut ajouter ceux de la «Cause

commune pour le développement du Gabon» (CCDG) et du maire d'Oyem, Vincent Essono Mengue, ont pour but de débusquer, pour les confondre à temps, tous les «lièvres» qui écumeraient leur bord politique. Et donc tous ceux qui joueraient à un «double jeu, qui sont opposants mais à la solde du pouvoir». Qui pensaient se maintenir dans leur posture, en embuscade, attendant le moment venu pour donner l'estocade.

Mais ces soutiens multiformes, qualifiés par certains d'«épiphénomènes», n'en sont pas moins à l'image d'une bombe dont les fragmentations ont touché plusieurs cadors de l'UN et du FOPA, qui ne s'attendaient pas à cette giflette en plein visage. Pris de court, nombreux de ceux qui caressaient ce même rêve, ne savent plus par quel bout commencer. Sinon agir avec discernement et sagesse. En attendant...

Conscients qu'il sont : Myboto, Divungi, Oye Mba, Adiahenot, Missambo et les autres membres du noyau dur de l'UN et du Front, savent qu'en cas d'autres déclarations de soutien ou des candidatures parallèles, c'est leur dynamique qui risque, à l'échelle de 9 sur 10, d'être secouée par un séisme susceptible de précipiter son implosion et s'avérer fatale pour la suite.

L'ayant compris, le leader de l'Union nationale, Zacharie Myboto, et le président en exercice du Front, Dieudonné Moukagni-Iwangou, ont gardé la plus grande prudence à l'occasion de leur dernière rencontre, mercredi dernier, en optant pour des déclarations apaisantes plutôt que de souffler sur une brasse déjà incandescente.

Du coup, Jean Ping et ses soutiens prononcés en profitent pour mener la danse. En témoigne, aujourd'hui, le périple qu'ils entreprennent, depuis quelques jours, dans l'arrière-pays dans le but de «s'attirer la sympathie nationale» que davantage pour s'imposer comme le «choix idéal» du Front.

Dans cette optique, au sein de l'UN, les chances de certains, comme Casimir Oye Mba qui croyait surfer sur la vague ethnique, mais à qui on reproche de faire la «politique de la bureaucratie», se trouvent d'emblée amoindries. Son aura ne dépasse même plus les confins de Nzamaligue son village natal. Et encore ? Pis, son retrait de dernière minute au scrutin de 2009, continue d'être qualifié par de nombreux compatriotes comme un «acte de haute trahison et de lâcheté».

La candidature unique de l'opposition est improbable, en ceci que jamais ses principaux «animateurs», pour des desseins inavoués, ne sont jamais parvenus à s'accorder. Mettant sans cesse en avant leurs égo surdimensionnés, le leadership et le nombrilisme. Les élections présidentielles de 1993, 1998, 2005 et de 2009 en sont, si besoin en était, la parfaite illustration de leur «incapacité d'unité et de rassemblement» pour reprendre les termes, du reste moqueurs, du secrétariat exécutif du PDG à ce sujet.

Improbable aussi, parce que, bien des partis politiques de l'opposition, qui aspirent au pouvoir, le cas du PSD, auront du mal à se plier à cette demande. A moins d'un véritable sursaut d'orgueil des opposants. Ce qui relèverait du surréalisme.

Par Christian G. KOUIGA

Communication de la Cénap

Il est porté à la connaissance des membres des bureaux des commissions électorales locales désignés pour l'organisation des élections partielles dans le siège de député de la commune de Bitam et les sièges de sénateur de la commune de Lémbamba et du département du Haut-Como (Medouneu) que la Cour constitutionnelle recevra leur serment le vendredi 26 juin 2015 à partir de 10 heures, à son siège. Auparavant, les personnes concernées sont conviées à prendre part au séminaire de formation et de sensibilisation organisé par la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) à son siège sis à Kalikak, le jeudi 25 juin 2015 à partir de 9 heures. Il s'agit :

Commission provinciale électorale du Woleu-Ntem

- Président : M. DIDOUNGOU MOANDA François ;
- Vice-président Majorité : M. EBOZO'O NKA Gilbert ;
- Vice-président Opposition : M. IKAMBA MALOKO Christ-Blondel ;
- Rapporteur général : M. BIYOGHO ENGOUANG François.

Commission départementale électorale de la Louetsi-Wano (Lémbamba)

- Président : M. LEPENDA Jean-Bruno ;
- Vice-président Majorité : PONDOT Gaëtan ;
- Vice-président Opposition : Mme MAGANGA MOUSSAVOU Albertine ;
- Rapporteur général : M. BAWADI Sosthène.

Commission départementale électorale du Haut-Como (Medouneu)

- Président : M. NZE OVONO Jean-Baptiste ;
- Vice-président Majorité : M. OBAME NGUEMA Emmanuel ;
- Vice-président Opposition : M. BEKALE BE ZUE Augustin ;
- Rapporteur : M. NKOGHE Edmond.

Commission communale électorale de Bitam

- Président : M. NTOUMBIRI Fiacre Béranger ;
- Vice-président Majorité : M. ALLOGHO OLLOMO ASSEKO Christian ;
- Vice-président Opposition : M. EDZO NGUEMA Honoré ;
- Rapporteur : M. ELLA ZOGO Elie.

Fait à Libreville, le 23 Juin 2015
Le Président
René ABOGHE ELLA